Associated Press interroge des musulmans très inquiets de leur sort: “La laïcité a toujours été un écran de fumée, une façon cachée de traiter la question de l’islam”

01/11/2020 à 23h41



PARIS (AP) – **La pression monte à chaque attaque macabre. Après trois en cinq semaines, les musulmans de France se sentent sous pression.**

Les projecteurs de la suspicion se sont à nouveau braqués sur eux avant même les derniers actes de violence extrémiste, dont deux décapitations. Le président Emmanuel Macron a poursuivi ses efforts pour débarrasser l’Islam en France des extrémistes, dans le cadre d’un projet qu’il qualifie de **“séparatisme”, un terme qui fait grimacer les musulmans.**

Au milieu d’une rhétorique qui s’intensifie et de nouvelles attaques d’étrangers, dont le meurtre de trois personnes jeudi dans une église catholique à Nice, **les musulmans de France ont gardé la tête basse et le menton levé. Mais au fond d’eux-**

mêmes, plusieurs sont tortillés, se sentant tenus pour responsables.

“C’est inquiétant pour les musulmans”, a déclaré **Hicham Benaissa**, un **sociologue spécialisé dans l’Islam sur le lieu de travail**. Au sein de son réseau, dit-il, **certains “parlent de quitter la France”. La situation est tendue. Il y a de la peur”**.

L’islam est la deuxième religion en France, qui compte la plus grande population musulmane d’Europe occidentale. Mais les quelques **5 millions** de musulmans que compte le pays ont franchi une étape délicate dans leur quête d’une acceptation totale dans leur pays d’origine. **La discrimination jette une ombre sur certains et constitue pour d’autres un obstacle flagrant à la vie ordinaire.**

La laïcité, valeur chère à la France qui est censée garantir la liberté de religion, **a été utilisée ces dernières années par l’État pour prévaloir sur les coutumes pratiquées par certains musulmans**. La loi proposée par le président pourrait signifier un nouveau rafistolage de la loi de 1905 sur la laïcité née d’un conflit avec le puissant clergé catholique romain.

La semaine dernière, Macron a suscité des protestations de colère et des appels au boycott des produits français, de l’Asie du Sud au Moyen-Orient. Il est accusé de propager un sentiment anti-musulman, notamment en faisant l’éloge de l’enseignant décapité près de Paris, en défendant le droit français de caricaturer le prophète Mahomet de l’Islam.

Samuel Paty a été agressé devant son école le 16 octobre par un adolescent réfugié d’origine tchétchène pour avoir montré des caricatures dans un cours d’instruction civique. Un jeune Tunisien a tué trois personnes jeudi à l’intérieur de la basilique de Nice, dans le sud de la ville, décapitant une femme. La série sanguinaire avait commencé le 25 septembre

lorsqu'un jeune réfugié pakistanais a blessé deux personnes devant l'ancien bureau de la rédaction de Charlie Hebdo à Paris. En janvier 2015, les assaillants y ont massacré 12 personnes après que le journal eut publié des caricatures du prophète. Ce procès est en cours.

Les mots de solidarité des dirigeants musulmans de France sont sans faille. L'attentat "a touché des frères et sœurs qui priaient leur seigneur". Je suis profondément chrétien aujourd'hui", a déclaré l'imam de la mosquée Ar-Rahma de Nice, Otman Aissaoui.

Mais, "une fois de plus, nous sommes stigmatisés et les gens sont très prompts à ranger les choses dans le même sac", a également déclaré M. Aissaoui, reflétant le malaise croissant des musulmans de France, pour la plupart issus des anciennes colonies françaises en Afrique du Nord.

Les musulmans "ne sont ni coupables ni responsables … **Nous ne devrions pas avoir à nous justifier**", a déclaré Abdallah Zekri, un responsable du Conseil français du culte musulman.

Les attentats **et le plan "séparatiste" de Macron, qui prévoit une refonte partielle de l'organisation de l'islam en France, de la formation des imams à la gestion des associations musulmanes, ont creusé le fossé**. Ils ont également attiré l'attention sur la valeur chère de [secularism] – "laicite" en français – qui est inscrite dans la Constitution française mais qui n'est pas encore clairement définie.

"La présence de l'Islam n'était pas prévue par la société française", a déclaré **Tareq Oubrou**, un imam renommé de Bordeaux.

Les tensions ont été fortes dans le passé, notamment avec les changements apportés à la loi sur la laïcité, avec **une loi de 2004 interdisant le foulard dans les salles de classe et une autre en 2010 interdisant de se cacher le visage**.

“La laïcité a toujours été un écran de fumée… une façon cachée de traiter la question de l’islam”, a déclaré M. Benaissa.

Rim-Sarah Alouane, doctorante à l’université Toulouse Capitole, qui s’intéresse à la liberté religieuse et aux libertés civiles, est plus sévère. **“Depuis les années 1990, la laïcité a été utilisée à mauvais escient comme un outil politique pour limiter la visibilité des signes religieux, en particulier ceux des musulmans”**, a-t-elle déclaré.

“L’État doit s’assurer de respecter et d’embrasser pleinement sa diversité et de ne pas la considérer comme une menace”, a-t-elle déclaré.

La montée de l’islam dans l’opinion publique a été progressive et est passée pour la plupart inaperçue jusqu’à ce que l’extrême droite s’en empare comme d’une menace pour l’identité française. Au fil des ans, les mosquées se sont multipliées, ainsi que les écoles musulmanes.

Les hommes musulmans sont d’abord venus en France pour occuper des emplois subalternes après la Seconde Guerre mondiale. Dans les années 1970, les musulmans immigrés travaillant dans les usines automobiles, la construction et d’autres secteurs étaient “**absolument essentiels** à l’industrie française”, a déclaré M. Benaissa. Renault, par exemple, a installé des salles de prière.

“Aujourd’hui, quand une femme voilée arrive dans une entreprise, il y a … une révolte. Que s’est-il passé ?” a-t-il demandé.

De nombreux musulmans, contrairement à leurs parents ou grands-parents, reçoivent une éducation, de meilleurs emplois et effacent le “mythe du retour”, a-t-il déclaré.

Olivier Roy, un expert de haut niveau, a déclaré à une commission parlementaire que **la plupart des musulmans ont travaillé pour s’intégrer dans la culture française**. Ils “se

présentent à la République française et se plaignent de ne rien recevoir en retour, de ne pas avoir le bénéfice de la reconnaissance", a-t-il dit.

M. Macron a concédé dans un discours que **la France porte l'entière responsabilité de la "ghettoïsation" des musulmans** dans les projets de logement mais insiste sur le fait que la loi prévue ne vise pas à stigmatiser les musulmans.

Pourtant, **la stigmatisation fait partie de la vie en France pour beaucoup, depuis le fait d'être pointé du doigt par la police pour des contrôles d'identité jusqu'à la discrimination dans la recherche d'emploi.**

"Le musulman est réduit à sa religion", a déclaré Tareq Oubrou, l'imam bordelais. "Tout n'est pas chrétien dans la vie d'un chrétien".

La religion, qui n'a pas de leader unique, a de multiples nuances en France, allant des modérés aux salafistes avec une interprétation rigoureuse de la religion, jusqu'aux intégristes radicaux.

Dans son projet, Macron envisage des mesures comme la formation d'imams en France au lieu de les faire venir de Turquie, du Maroc ou d'Algérie.

Benaissa ne sous-estime pas "l'offensive idéologique" de l'Islam politique, mais affirme qu'un débat public féroce réduit l'Islam à une simple peur.

"L'islam n'est pas l'islamisme, un musulman n'est pas un islamiste. Un islamiste n'est pas nécessairement un jihadiste", dit-il. "Ce que je crains, c'est que les identités se radicalisent, avec d'un côté ceux qui revendiquent l'identité musulmane et de l'autre ceux qui revendiquent l'identité de la France".

Associated Press

> *That's a copy & paste from lazy, already debunked American writings. How about, instead, you reflect on the fact that to "illustrate" non-existent French police brutality, Pakistani Islamists circulate a video that really took place in Calgary?https://t.co/GmwQXcorQd https://t.co/OmmCKJP3NZ*
>
> *— Anne-Elisabeth Moutet (@moutet) November 1, 2020*

Aujourd'hui sur Fdesouche :

Erdogan fait monter d'un cran son discours et déclare que « Les musulmans européens sont systématiquement victimes de discrimination, leurs droits et libertés leur sont enlevés »